Spedizione in abbonamento postale

Anno 93° — Numero 226

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Lunedì, 29 settembre 1952 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 841-737 850-144

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

(4733)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 luglio 1952, n. 1231.

Approvazione ed esecuzione degli scambi di Note tra l'Italia ed il Principato di Monaco per la definizione delle questioni economiche in sospeso tra i due Paesi, derivanti dalla passata guerra, effettuati in Monaco il 4 dicembre 1951.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Sono approvati gli scambi di Note tra l'Italia ed il Principato di Monaco relativi alla definizione delle questioni economiche in sospeso fra i due Paesi derivanti dalla passata guerra, effettuati in Monaco il 4 dicembre 1951.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data agli scambi di Note suddetti.

Art. 3.

All'onere derivante dall'esecuzione della presente legge si farà fronte con i fondi stanziati nel capitolo n. 479 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per l'esercizio finanziario 1951-52.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI — PELLA — LA MALFA

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI

Scambio di Note tra l'Italia ed il Principato di Monaco per la definizione delle questioni economiche in sospeso tra i due Paesi derivanti dalla passata guerra.

Monaco, le 4 décembre 1951

Monsieur le Ministre d'Etat,

Me référant aux conversations qui ont eu lieu au sujet de la demande concernant la réparation des dommages de guerre, adressée par le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince au Gouvernement de la République Italienne, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit:

1) le Gouvernement italien s'engage à mettre à la disposition du Gouvernement Princier la somme de Francs Français: 28.500.000 (vingt-huit milions cinq cent mille) en espèces et de lui céder en outre la propriété de l'immeuble dit « Casa Italiana », sis à Mo-

naco, Rue Saige, n. 2, y compris ses installations, son aménagement intérieur, les objets mobiliers qu'elle contient ainsi que tous droits relatifs au loyer non perçu ou à toute indemnité de réquisition ou d'occupation; ceci à titre de règlement définitif des dommages subis sur le territoire de la Principauté par le Gouvernement Princier ou par des personnes physiques ou morales résidant ou établies à Monaco, du fait soit des Autorités civiles ou militaires italiennes d'occupation, soit des Armées italiennes.

Le Gouvernement Princier reconnaît que le Gouvernement italien, les Autorités civiles et militaires italiennes ainsi que les personnes servant dans les troupes d'occupation italiennes, sont libérés par le règlement susvisé de toute responsabilité vis-à-vis des réclamations élevées de ce chef tant par lui que par les personnes physiques ou morales intéressées;

2) le Gouvernement Princier s'engage à prendre toutes mesures utiles en vue de faire prononcer, dans les délais les plus courts, la mainlevée des séquestres ordonnés en vertu des dispositions de l'Ordonnance-Loi monégasque N. 395 en date du 12 septembre 1944.

Le Gouvernement italien renonce à toute réclamation contre le Gouvernement Princier du fait des mesures de séquestre, sauf le cas où l'Administrateur-séquestre aurait agi en fraude de la Loi monégasque.

Les Administrateurs-séquestre remettront les biens qui leur ont été confiés et rendront les comptes y relatifs aux intéressés ou à leurs mandataires. A défaut des intéressés ou de leurs mandataires, la remise sera faite valablement aux personnes physiques ou morales qui seront désignées à cet effet par le Gouvernement italien.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que les dispositions contenues dans les articles qui précèdent ont été approuvées par le Gouvernement italien et de proposer que la présente communication, ainsi que la réponse de Votre Excellence indiquant que ces dispositions sont acceptées par le Gouvernement Princier, soient considérées comme constituant un accord en la matière entre les deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur dès que les formalités prévues par les Lois constitutionnelles des deux Pays seront accomplies.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, les assurances de ma haute considération.

GIUSEPPE MESCHINELLI

A Son Excellence
Monsieur Pierre VOIZARD
Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco
MONACO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Monaco, le 4 décembre 1951

Monsieur le Plénipotentiaire,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Me référant aux conversations qui ont eu lieu au sujet de la demande concernant la réparation des dommages de guerre, adressée par le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince au Gouvernement de la République Italienne, j'ai l'honneur de vous confirmer ce qui suit:

1) le Gouvernement italien s'engage à mettre à la disposition du Gouvernement Princier la somme de Francs Français: 28.500.000 (vingt-huit milions cinq cent mille) en espèces et de lui céder en outre la propriété de l'immeuble dit « Casa Italiana », sis à Monaco, Rue Saige, n. 2, y compris ses installations, son aménagement intérieur, les objets mobiliers qu'elle contient ainsi que tous droits relatifs au loyer non perçu ou à toute indemnité de réquisition ou d'occupation; ceci à titre de règlement définitif des dommages subis sur le territoire de la Principauté par le Gouvernement Princier ou par des personnes physiques ou morales résidant ou établies à Monaco, du fait soit des Autorités civiles ou militaires italiennes d'occupation, soit des Armées italiennes.

Le Gouvernement Princier reconnaît que le Gouvernement italien, les Autorités civiles et militaires italiennes ainsi que les personnes servant dans les troupes d'occupation italiennes, sont libérés par le règlement susvisé de toute responsabilité vis-à-vis des réclamations élevées de ce chef tant par lui que par les personnes physiques ou morales intéressées;

2) le Gouvernement Princier s'engage à prendre toutes mesures utiles en vue de faire prononcer, dans les délais les plus courts, la mainlevée des séquestres ordonnés en vertu des dispositions de l'Ordonnance-Loi monégasque N. 395 en date du 12 septembre 1944.

Le Gouvernement italien renonce à toute réclamation contre le Gouvernement Princier du fait des mesures de séquestre, sauf le cas où l'Administrateur-séquestre aurait agi en fraude de la Loi monégasque.

Les Administrateurs-séquestre remettront les biens qui leur ont été confiés et rendront les comptes y relatifs aux intéressés ou à leurs mandataires. A défaut des intéressés ou de leurs mandataires, la remise sera faite valablement aux personnes physiques ou morales qui seront désignées à cet effet par le Gouvernement italien.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que les dispositions contenues dans les articles qui précèdent ont été approuvées par le Gouvernement italien et de proposer que la présente communication, ainsi que la réponse de Votre Excellence indiquant que ces dispositions sont acceptées par le Gouvernement Princier, soient considérées comme constituant un accord en la matière entre les deux Gouvernements, accord qui entrera en vigueur dès que les formalités prévues par les Lois constitutionnelles des deux Pays seront accomplies ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince donne son assentiment à la communication qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Plénipotentiaire, les assurances de ma haute considération.

VOIZARD

Monsieur Giuseppe MESCHINELLI
Plénipotentiaire d'Italie. — MONACO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Monaco, le 4 décembre 1951

Monsieur le Ministre d'Etat,

Me référant à l'échange de Notes signées en date d'aujourd'hui par Votre Excellence et par moi-même, et destiné à la définition de quelques questions économiques en suspens entre l'Italie et la Principauté de Monaco à la suite de la dernière guerre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, au nom de mon Gouvernement, ce qui suit:

1) le versement de la somme de 28.500.000 Francs Français, due par le Gouvernement italien au Gouvernement de la Principauté, comme indiqué par le paragraphe 1er de l'échange de Notes, sera effectué sur la base des accords de paiement (clearing) existant entre l'Italie et la France, dès que ledit échange de Notes aura été effectué dans les formes exigées par la Constitution italienne;

2) étant donné que le versement de la somme spécifiée ci-dessus et la cession de la « Casa d'Italia » ont été envisagés à titre de règlement définitif des dommages subis, du fait de l'occupation italienne, par le Gouvernement monégasque ou par les personnes physiques et morale résidant ou établies en Principauté, le Gouvernement italien désirerait avoir l'assurance que ses nationaux recevront le même traitement qui pourra être réservé aux personnes d'autre nationalité par des mesures internes d'ordre général;

3) le Gouvernement italien continuera à prendre en considération, ainsi qu'il a déjà été procédé jusqu'ici, les demandes d'indemnisation relatives aux navires réquisitionnés dans le port de Monaco par les Autorités italiennes d'occupation.

De même, sur les justifications qui lui seront adressées par le Gouvernement Princier, le Gouvernement italien s'engage à prendre en considération, aux termes de la Loi italienne, la requête monégasque d'indemnisation concernant la réquisition des camions effectuée sur le territoire italien en 1944.

Je serais gré à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre d'Etat, les assurances de ma haute considération.

GIUSEPPE MESCHINELLI

A Son Excellence
Monsieur Pierre VOIZARD
Ministre d'Etat de la Principauté de Monaco
MONACO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

Monaco, le 4 décembre 1951

Monsieur le Plénipotentiaire,

Par lettre en date de ce jour, vous avez bien voulu communiquer ce qui suit:

« Me référant à l'échange de Notes signées en date d'aujourd'hui par Votre Excellence et par moi-même, et destiné à la définition de quelques questions économiques en suspens entre l'Italie et la Principauté de Monaco à la suite de la dernière guerre, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance, au nom de mon Gouvernement, ce qui suit:

1) le versement de la somme de 28.500.000 Francs Français, due par le Gouvernement italien au Gouvernement de la Principauté, comme indiqué par le paragraphe 1er de l'échange de Notes, sera effectué sur la base des accords de paiement (clearing) existant entre l'Italie et la France, dès que ledit échange de Notes aura été effectué dans les formes exigées par la Constitution italienne;

2) étant donné que le versement de la somme spécifiée ci-dessus et la cession de la « Casa d'Italia » ont été envisagés à titre de règlement définitif des dommages subis, du fait de l'occupation italienne, par le Gouvernement monégasque ou par les personnes physiques et morale résidaut ou établies en Principauté, le Gouvernement italien désirerait avoir l'assurance que ses nationaux recevront le même traitement qui pourra être réservé aux personnes d'autre nationalité par des mesures internes d'ordre général;

3) le Gouvernement italien continuera à prendre en considération, ainsi qu'il a déjà été procédé jusqu'ici, les demandes d'indemnisation relatives aux navires réquisitionnés dans le port de Monaco par les Autorités italiennes d'occupation.

De même, sur les justifications qui lui seront adressées par le Gouvernement Princier, le Gouvernement italien s'engage à prendre en considération, aux termes de la Loi italienne, la requête monégasque d'indemnisation concernant la réquisition des camions effectuée sur le territoire italien en 1944.

Je serais gré à Votre Excellence de bien vouloir me confirmer ce qui précède ».

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince donne son assentiment à la communication qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Plénipotentiaire, les assurances de ma haute considération.

P. VOIZARD

Monsieur Giuseppe MESCHINELLI
Plénipotentiaire d'Italie. — MONACO

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
DE GASPERI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 16 agosto 1952, n. 1232.

Cambiamento di denominazione del comune di Bieda in provincia di Viterbo in quella di « Blera ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la domanda in data 5 marzo 1952, con la quale il sindaco del comune di Bieda (Viterbo), in esecuzione della deliberazione 27 ottobre 1951, n. 46, del Consiglio comunale, ha chiesto che l'attuale denominazione del Comune sia mutata in quella di « Blera »;

Visto il parere favorevole del Consiglio provinciale di Viterbo, espresso con deliberazione 20 dicembre 1951, n. 103;

Visto l'art. 266 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Sulla proposta del Ministro ad interim per l'interno;

Decreta:

La denominazione del comune di Bieda, in provincia di Viterbo, è mutata in quella di « Blera ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Arpy di Morgex, addì 16 agosto 1952

EINAUDI

SPATARO

Visto, *il Guardasigilli*: ZOLI
Registrato alla Corte dei conti, addì 25 *settembre* 1952
Atti del Governo, registro n. 58, *foglio n.* 36. — FRASCA

DECRETO MINISTERIALE 29 agosto 1952.
Revoca del provvedimento di sottoposizione a sindacato della Pensione « Orion », con sede in Venezia.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 24 maggio 1947, col quale, in applicazione del regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100, è stata sottoposta a sindacato la Pensione « Orion », con sede in Venezia, San Marco n. 700-*A*, e nominato sindacatore il dott. Gaetano Mainardi;

Ritenuta l'opportunità di revocare il sindacato della suindicata Pensione;

Vista la deliberazione in data 8 novembre 1951 del Comitato internazionale per la liquidazione dei beni tedeschi in Italia;

Visto l'art. 9 del predetto regio decreto-legge 4 febbraio 1942, n. 11, convertito, con modificazioni, nella legge 17 luglio 1942, n. 1100;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 1° febbraio 1945, n. 33;

Visto il decreto legislativo 3 febbraio 1948, n. 177;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 7 luglio 1951, n. 491;

Decreta:

E' revocato il decreto 24 maggio 1947, col quale è stata sottoposta a sindacato la Pensione « Orion », con sede in Venezia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 29 agosto 1952

Il Ministro: PELLA

(4657)

DECRETO MINISTERIALE 9 settembre 1952.
Entrata in funzione del servizio meccanografico presso gli Uffici provinciali del tesoro di Cagliari, Sassari e Nuoro per il pagamento delle pensioni e degli altri assegni congeneri.

IL MINISTRO PER IL TESORO
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO
PER LE POSTE E LE TELECOMUNICAZIONI

Vista la legge 3 febbraio 1951, n. 38, riguardante la emissione meccanografica dei titoli di spesa afferenti il servizio delle pensioni ed il pagamento del debito vitalizio dello Stato e delle Aziende o Amministrazioni autonome di Stato, a mezzo di assegni di conto corrente postale di serie speciale;

Visto il regolamento approvato con decreto Presidenziale del 31 maggio 1951, n. 362;

Ritenuto che, ai sensi dell'art. 10 della legge anzidetta, occorre stabilire la decorrenza dell'attuazione di tale nuovo sistema di pagamento in alcune Provincie;

Decreta:

Presso gli Uffici provinciali del tesoro di Cagliari, Sassari e Nuoro il pagamento delle pensioni e degli altri assegni congeneri sarà disposto mediante assegni di conto corrente postale di serie speciale — emessi con sistema meccanografico, ai sensi della legge 3 febbraio 1951, n. 38 — a cominciare dalle rate con scadenza successiva al 1° ottobre 1952.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti.

Roma, addì 9 settembre 1952

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Il Ministro per le poste e le telecomunicazioni
SPATARO

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 *settembre* 1952
Registro Tesoro n. 20, *foglio n.* 106.

(4718)

DECRETO MINISTERIALE 12 settembre 1952.
Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Massa Carrara.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 6 giugno 1952, con il quale è stata ricostituita la Commissione provinciale per il collocamento di Massa Carrara;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Massa Carrara n. 15589 in data 25 luglio 1952, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Baldini Adino, rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'associazione sindacale interessata (Confederazione italiana sindacati lavoratori) in quanto impossibilitato a partecipare alle riunioni della predetta Commissione, con il rag. Fazzi Giuseppe della stessa associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Baldini Adino è sostituito con il rag. Fazzi Giuseppe, quale rappresentante dei lavoratori, nella Commissione provinciale per il collocamento di Massa Carrara.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 12 settembre 1952

Il Ministro: RUBINACCI

(4654)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Orsogna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1950

Con decreto interministeriale in data 3 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 10 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 216, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Orsogna (Chieti) di un mutuo di L. 214.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1950.

(4675)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Torino ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 27 gennaio 1952, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 369, è stata autorizzata l'assunzione da parte dell'Amministrazione comunale di Torino di un mutuo di L. 328.700.000 con uno degli Istituti all'uopo designati dal Ministero del tesoro, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4710)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Fiumefreddo Bruzio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951.

Con decreto interministeriale in data 26 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 13 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 345, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Fiumefreddo Bruzio (Cosenza) di un mutuo di L. 2.088.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4666)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Taranta Peligna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951.

Con decreto interministeriale in data 17 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 365, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Taranta Peligna (Chieti) di un mutuo di L. 2.146.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4672)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Guardiagrele ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951.

Con decreto interministeriale in data 16 febbraio 1952, registrato alla Corte dei conti il 13 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 344, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Guardiagrele (Chieti) di un mutuo di L. 21.976.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4676)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Casacanditella ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951.

Con decreto interministeriale in data 28 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 13 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 341, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Casacanditella (Chieti) di un mutuo di L. 1.150.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4677)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Pedace ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 5 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 13 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 340, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Pedace (Cosenza) di un mutuo di L. 1.330.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4662)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Parenti ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 12 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 13 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 346, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Parenti (Cosenza) di un mutuo di L. 1.007.500, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4663)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Lappano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 28 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 13 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 339, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Lappano (Cosenza) di un mutuo di L. 1.600.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4665)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Dipignano ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 10 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 13 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 338, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Dipignano (Cosenza) di un mutuo di L. 1.934.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4667)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Villamagna ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 28 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 360, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Villamagna (Chieti) di un mutuo di L. 1.694.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4668)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Vasto ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 23 aprile 1952, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 367, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Vasto (Chieti) di un mutuo di L. 3.798.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4669)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Piane Crati ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 11 febbraio 1952, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 363, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Piane Crati (Cosenza) di un mutuo di L. 1.840.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4695)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Tufillo ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 10 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 364, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Tufillo (Chieti) di un mutuo di L. 1.000.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4670)

Autorizzazione all'Amministrazione comunale di Tornareccio ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1951

Con decreto interministeriale in data 28 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 15 settembre 1952, registro n. 21 Interno, foglio n. 361, è stata autorizzata l'assunzione da parte della Amministrazione comunale di Tornareccio (Chieti) di un mutuo di L. 1.384.000, ai fini dell'integrazione del disavanzo economico del bilancio dell'esercizio 1951.

(4671)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Ruoli di anzianità del personale delle nuove costruzioni ferroviarie per l'anno 1952

Giusta l'art. 9 del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sono stati pubblicati i ruoli di anzianità del personale del ruolo delle nuove costruzioni ferroviarie secondo la situazione al 1° gennaio 1952.

Gli eventuali reclami, per la rettifica della posizione di anzianità, dovranno pervenire a questo Ministero nel termine di sessanta giorni dalla data di pubblicazione del presente avviso.

(4661)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Istituzione di ufficio fonotelegrafico

In data dodici settembre 1952 è stato attivato il servizio fonotelegrafico presso la ricevitoria postale di Trarivi (Forlì), mediante inclusione sul circuito 6618.

(4698)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DELLA CASSA DEPOSITI E PRESTITI

15ª Estrazione delle cartelle 4,50 % ordinario di credito comunale e provinciale

Si notifica che il giorno 31 ottobre 1952, in Roma, in una sala aperta al pubblico in via Goito n. 4, avranno inizio le operazioni relative alla 15ª estrazione dei titoli di credito comunale e provinciale 4,50 % ordinario emessi a seguito del regio decreto-legge 5 novembre 1937, n. 1900.

Saranno sorteggiati in conformità del piano sotto indicato per il rimborso al 1° gennaio 1953, n. 172 titoli pari a n. 2858 cartelle per il complessivo capitale nominale di L. 2.858.000:

N.	38 unitari capitale nominale	L.	38.000
»	34 quintupli - capitale nominale	»	170.000
»	34 decupli capitale nominale	»	340.000
»	33 ventupli capitale nominale	»	660.000
»	33 cinquantupli capitale nominale	»	1.650.000
N.	172	L.	2.858.000

I numeri dei titoli sorteggiati saranno pubblicati nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 23 settembre 1952

Il direttore generale: BONANNI

(4700)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 3.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
P. R. 3,50 % (1934)	17515	238 —	*Camusso* Laura fu Antonio, moglie di Anselmetti Francesco, domiciliata a Torino, vincolata per cauzione.	*Camosso* Laura fu Antonio, moglie di Anselmetti Francesco, dom. a Torino, vincolata per cauzione.
Rendita 5 % (1935)	191588	2.000 —	De Mola Dolores fu Mosè, moglie di De Tullio Giuseppe, dom. a Locorotondo (Bari), con usufrutto a favore di Cosi *Maria* fu Antonio ved. De Mola.	Come contro, con usufrutto a favore di Cosi *Vita Maria Rosaria* fu Antonio ved. De Mola.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 25 agosto 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4249)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita

(2ª *pubblicazione*).

Elenco n. 4.

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito	Numero d'iscrizione	Ammontare della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
1	2	3	4	5
P. R. 3,50 % (1934)	62037	665 —	Gipponi Francesco fu Santo, con usufrutto a Paglino *Caterina* fu Domenico.	Gipponi Francesco fu Santo, con usufrutto a Paglino *Maria Caterina* fu Domenico.
Cons. 3,50 % (1906)	784175	899,50	Gipponi Enrico fu Santo, minore sotto la patria potestà della madre Paglino *Caterina* fu Domenico, con usufrutto come sopra.	Gipponi Enrico fu Santo, minore sotto la patria potestà della madre Paglino *Maria Caterina* fu Domenico, con usufrutto come sopra.
Rendita 5 % (1935)	239816	45 —	*Tinelli* Elena fu Bruno, minore sotto la patria potestà della madre Bonetti Caterina di Pietro ved. Tinelli, domiciliata in Brescia.	*Timelli* Elena fu Bruno, minore, ecc. come contro.
B. T. N. 5 % (1959)	10073	1.500 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. (1961)	168	3.000 —	Musella *Anna* fu Domenico, minore sotto la patria potestà della madre Perrella Anna ved. Musella, domiciliata in Napoli.	Musella *Maria* fu Domenico, minore sotto la patria potestà della madre, ecc. come contro.
P. R. 5 % Serie 10ª	5052	400 —	Milza Zelmira fu Carlo, *nubile*, dom. in Pontenure (Piacenza).	Milza Zelmira fu Carlo, *minore sotto la patria potestà della madre Bosio Luisa*, dom. in Pontenure (Piacenza).
Id. Serie 29ª	5053	1.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 30ª	5054	5.850 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 50ª	5055	100 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 51ª	5056	5.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 52ª	5057	1.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 59ª	5058	4.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 60ª	5059	7.250 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 73ª	5060	10.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 74ª	5061	100 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 78ª	5062	10.050 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 81ª	5063	2.500 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 82ª	5064	2.000 —	Come sopra.	Come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno some sopra rettificate.

Roma, addì 5 settembre 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4440)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIVISIONE V.

Dati sintetici del conto riassuntivo del Tesoro del mese di agosto 1952

Il conto riassuntivo del Tesoro del mese di agosto 1952 che sarà pubblicato prossimamente in supplemento straordinario conterrà, fra l'altro, i seguenti dati:

MOVIMENTO GENERALE DI CASSA

	DAL 1° LUGLIO 1952 AL 31 AGOSTO 1952			
	Incassi (in milioni di lire)		Pagamenti (in milioni di lire)	
FONDO DI CASSA AL 30 GIUGNO 1952		44.054		
Gestione di bilancio				
Entrate e spese di bilancio effettive — competenza	203.167		179.426	
Entrate e spese di bilancio effettive — residui	29.328		30.800	
Totale		232.495		210.226
In conto movimento di capitali — competenza	39.454		21.962	
In conto movimento di capitali — residui	327		2.167	
Totale		39.781		24.129
Gestione di Tesoreria				
In conto debiti di Tesoreria:				
Debito fluttuante	228.221		235.195	
Conti correnti	415.734		439.891	
Incassi da regolare	251.707		228.942	
Altre gestioni	410.924		277.553	
Totale		1.306.586		1.181.531
In conto crediti di Tesoreria:				
Crediti per operazioni di portafoglio	114		45	
Pagamenti da regolare	6.661		38.724	
Altri crediti	263.478		378.728	
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	322		228	
Totale		270.575		417.725
Totale generale incassi e pagamenti		1.893.491		1.833.661
Fondo di cassa al 31 agosto 1952				59.830
Totale a pareggio		1.893.491		1.893.491

SITUAZIONE DEL TESORO

	AL 31 AGOSTO 1952 (in milioni di lire)		
Fondo di cassa		59.830	
Crediti di Tesoreria			
Crediti per operazioni di portafoglio	30		
Pagamenti da regolare	103.451		
Altri crediti	295.359		
Titoli da realizzare e valute ritirate dalla circolazione	445		
Totale crediti		399.285	
In complesso			459.115
Debiti di Tesoreria			
Debito fluttuante	2.205.629		
Conti correnti	345.214		
Incassi da regolare	61.085		
Altre gestioni	251.272		
Totale debiti			2.863.200
Situazione del Tesoro (passività)			2.404.085

L'ispettore generale: SANFILIPPO

Il direttore generale del Tesoro: BOLAFFI

(4720)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di buoni del Tesoro novennali 5 % (1950)

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 1

In conformità dell'art. 15 del regolamento 8 giugno 1913, n. 700, ed art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che è stato denunciato lo smarrimento dei buoni del Tesoro novennali 5 % 1950, serie 25ª, n. 26, di L. 20.500 (capitale nominale), serie 27ª, n 23, di L. 4000 (capitale nominale), intestati a Ialenti Colomba fu Gennaro, col pagamento degli interessi in Benevento.

Si diffida chiunque possa avervi interesse, che trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano presentate opposizioni, ai sensi dell'art. 15 del menzionato regolamento, si provvederà all'emissione dei nuovi buoni al nome della suddetta titolare.

Roma, addì 12 luglio 1952

Il direttore generale: DE LIGUORO

(3468)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Scioglimento della Società cooperativa edilizia « Libertà e Lavoro », con sede in Rutigliano

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 18 settembre 1952, è stata sciolta, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, la Società cooperativa edilizia « Libertà e Lavoro », con sede in Rutigliano, costituita con atto in data 30 gennaio 1946, del dott. Ermenegildo Troiani, notaio in Bari, senza far luogo alla nomina del liquidatore, non essendovi rapporti patrimoniali da definire.

(4697)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Trasferimento di beni immobili, già di pertinenza del soppresso settore della viticoltura e delle dipendenti sezioni, all'Ente economico della viticoltura.

Con decreto interministeriale del Ministero dell'agricoltura e delle foreste di concerto con il Ministero del tesoro, emanato il 22 marzo 1952, registrato alla Corte dei conti il 29 luglio 1952, vengono trasferiti, a termini dell'art. 12 della legge 18 maggio 1942, n. 566, alcuni beni immobili, già di pertinenza del soppresso settore della viticoltura e delle dipendenti sezioni, all'Ente economico della viticoltura.

(4659)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Avviso di rettifica

Nel concorso per esami a quattro posti di geologo allievo in prova (grado 10°, gruppo *A*) nel ruolo del servizio geologico del Corpo delle miniere, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 216 in data 17 settembre 1952, all'art. 4, punto 2, quarto comma, seconda riga (pagina n. 3561) ove è detto « invalidi per fatti di guerra », leggasi: « invalidi *civili* per fatti di guerra ».

Inoltre all'art. 7, punto 2 (pagina 3562) ove è detto « giacimenti minerali », leggasi: « giacimenti *minerari* ».

(4701)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Sostituzione del presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Torino al 30 novembre 1950.

L'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;

Visto l'art. 8, ultimo comma, e l'art. 81 del regolamento dei concorsi sanitari, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Visto il decreto 9 febbraio 1950, n. 20180.2/7281, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Torino al 30 novembre 1950;

Vista la nota del Prefetto di Torino, con la quale si rappresenta la necessità di sostituire il vice prefetto dott. Adolfo Memmo, trasferito ad altra sede, nella qualità di presidente della predetta Commissione giudicatrice;

Decreta:

In sostituzione del vice prefetto dott. Adolfo Memmo è nominato presidente della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Torino al 30 novembre 1950 il vice prefetto dott. Ennio Sarro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, nell'albo della Prefettura interessata.

Roma, addì 18 settembre 1952

p. *L'Alto Commissario*: SCALA

(4632)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento di « cultura, aritmetica e scienze » nelle scuole d'arte non classificate (tabella B. n. 21).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti i ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti di istruzione secondaria e artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale viene approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 9 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuole e negli istituti d'istruzione artistica;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell art. 9 del citato decreto Ministeriale 9 luglio 1949;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a un posto di ruolo speciale transitorio di «cultura aritmetica e scienze» nelle scuole d'arte non classificate (tabella *B*, n. 21);

Riconosciuta a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria del concorso a un posto di ruolo speciale transitorio di «cultura aritmetica e scienze» nelle scuole d'arte non classificate (tabella *B*, n. 21), indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Stella Ubaldo di Raffaele . . . punti 100,60
2. Del Basso Raffaele fu Giuseppe . . » 99 —
3. Paolini Damiano fu Cesidio . . . » 93 —
4. Simonetti Gualtiero fu Luigi . . . » 92,50
5. Menon Guido di Domenico . . . » 91,50
6. Migliasso Teresa fu Carlo . . . » 89,80
7. Pierfederici Dina fu Ercole . . . » 86 —
8. Puntel Agenore fu Ausilio . . . » 83 —
9. Bettini Maria fu Alfonso . . . » 78 —
10. Zenoni Plinio fu Ottorino . . . » 76,75
11. Mantovani Walter fu Fernando . . » 76 —
12. Mogavero Nicolò fu Antonino . . . » 75,80
13. Piraino Alfredo fu Giovanni . . . » 63,50
14. Gambineri M Luisa fu Teresa . . » 63 —
15. Faro Luciana fu Antonio . . » 51,50
16. Cazzaniga Attilio fu Giuseppe . » 49,25

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1951

p. *Il Ministro*: RESTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 luglio 1952
Registro n. 32, foglio n. 380. — BARONE

(4639)

Graduatoria di merito del concorso nazionale per titoli a cinque posti di ruolo speciale transitorio per l'insegnamento della «matematica e scienze naturali» negli istituti d'arte (tabella B. n. 8).

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Visto il decreto legislativo 7 aprile 1948, n. 262, col quale sono stati istituiti i ruoli speciali transitori per il personale insegnante non di ruolo delle scuole e degli istituti di istruzione secondaria e artistica;

Visto il decreto legislativo 7 maggio 1948, n. 1127, col quale sono state fissate le condizioni per l'istituzione dei posti da assegnare ai predetti ruoli speciali transitori ed è stato stabilito di indire concorsi nazionali per titoli per il collocamento del personale insegnante nei ruoli stessi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, col quale sono state approvate le norme sui concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 8 giugno 1949, n. 405, col quale viene approvato il contingente dei posti di ruolo speciale transitorio;

Visto il decreto Ministeriale 9 luglio 1949, col quale sono stati banditi i concorsi nazionali per titoli a posti di ruolo speciale transitorio nelle scuole e negli istituti d'istruzione artistica;

Visto il decreto Ministeriale 29 agosto 1949, col quale è stato prorogato alla data del 20 novembre 1949 il termine utile per la presentazione dei documenti di cui al terzo e quarto comma dell'art. 9 del citato decreto Ministeriale 9 luglio 1949;

Vista la relazione della Commissione giudicatrice del concorso nazionale per titoli a cinque posti di ruolo speciale transitorio di «matematica e scienze naturali» negli istituti d'arte (tabella *B*, n. 8);

Riconosciuta a norma dell'art. 15 del citato decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1949, n. 236, la regolarità delle operazioni compiute e la legittimità dei criteri seguiti;

Decreta:

E' approvata e resa esecutoria la seguente graduatoria del concorso a cinque posti di ruolo speciale transitorio di «matematica e scienze naturali» negli istituti d'arte (tabella *B*, n. 8), indetto con decreto Ministeriale 9 luglio 1949, nella quale i candidati sono collocati nell'ordine risultante dai punti complessivi a ciascuno di essi attribuiti:

1. Brescia Metilia fu Vincenzo . . punti 183,45
2. Strocchi Antonietta fu Giuseppe . . » 163,63
3. Volpe Rosa in Rossi fu Michele . . » 162,22
4. Colombini Benedetto fu Giuseppe . » 114 —
5. Stara Maria Rosa in Spanò fu Aurelio . » 90 —
6. Gambineri Maria Luisa fu Teresa . . » 86 —
7. Araneo Giovanni di Giuseppe . . . » 84,75
8. Sucata Lillo di Pietro . . . » 83 —
9. Burderi Concetta di Concetto . . » 80 —
10. Arcolaci Matilde fu Salvatore . . . » 71 —
11. Zuccaro Mario fu Nicola . . . » 66,75
12. Faro Luciana in D'Alamo fu Antonio . » 59,50
13. Antonucci Bruno di Angelo (invalido di guerra) . . . » 58,50
14. Mogavero Nicolò fu Antonino . . » 57,75
15. Bianchi Ruggero Rolando di Rolando . » 52,50

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 30 settembre 1951

p. *Il Ministro*: RESTA

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 luglio 1952
Registro n. 33, foglio n. 135. — BARONE

(4640)

MINISTERO DELL'INTERNO

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 2ª classe (grado IV) vacante nel comune di Mesagne (Brindisi).

IL MINISTRO AD INTERIM PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 23 febbraio 1952 per il conferimento del posto di segretario capo di 2ª classe (grado IV) vacante nel comune di Mesagne (Brindisi);

Visto il decreto Ministeriale 31 luglio 1952, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, nonchè il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 2ª classe, vacante nel comune di Mesagne (Brindisi) nell'ordine appresso indicato:

1. Braccio Feliciano . . . . punti 85,10 su 132
2. Sisti Vito . . . . » 82,93 »
3. Napolitano Sebastiano . . . » 80,50 »
4. Rodighiero dott. Rocco . . . » 80,40 »
5. Cagnazzo Raffaele . . . . » 78,33 »
6. Cavallina Egisto . . . . » 78,18 »
7. Veronese Vittorio . . . . » 77,33 »
8. Importuno Luigi . . . . » 77 — »
9. Zito dott. Francesco . . . . » 75,70 »
10. Bonfini Umberto . . . . » 75,56 »
11. Ghezzi Pietro . . . . » 75,50 »
12. Romeo Attilio . . . . » 75,16 »
13. Lapone Giovanni . . . . » 75 — »
14. Galli dott. Pietro . . . . » 74,04 »
15. Benincasa Francesco . . . . » 73,30 »
16. Valentini Giovanni . . . . » 72,68 »
17. Barbi Egisto . . . . » 72 — »
18. Di Pietro dott. Alfio . . . . » 71,27 »
19. Di Pietrantonio Saverio . . . » 70,68 »
20. Caggiani Filippo . . . . » 70,51 »
21. Ruggieri dott. Angelantonio . . . » 69,95 »
22. Mastrangelo rag. Domenico . . . » 69,80 »

Candidato		Punteggio	
23. Di Conza dott. Beniamino	punti	69,55	su 132
24. Ferrigni dott. Giovanni	»	68 —	»
25. Romano dott. Antonio	»	67,86	»
26. Milella dott. Michele	»	67,72	»
27. Castellaneta dott. Francesco	»	66,72	»
28. Fera Vincenzo	»	66,58	»
29. Caimi dott. Luigi	»	65,60	»
30. Barba Giuseppe	»	64,02	»
31. Fornaciari dott. Raoul	»	63,98	»
32. Schiavina dott. Renato	»	63,73	»
33. Graziani dott. Marcello	»	62,02	»
34. Nardelli dott. Angelo	»	61,93	»
35. Greco Orlando	»	61,50	»
36. Raimone Francesco	»	60,46	»
37. D'Alimonte dott. Amedeo	»	60,22	»
38. La Sala Luigi	»	60 —	»
39. Gasponi Vittorio	»	59,10	»
40. Napolitano Aldo	»	58,58	»
41. Chiaramondia dott. Francesco	»	57,35	»
42. Guariglia dott Francesco	»	55,60	»
43. Murolo Gaetano	»	54,16	»
44. Maroncelli dott. Giulio	»	53,64	»
45. Fedele dott. Antonino	»	53,50	»
46 Riselli Carlo	»	52,50	»
47. Tartarini Manlio	»	51,61	»
48. Musumeci Umberto	»	51 —	»
49. Mondino Vittorio	»	48,50	»
50. Gregorini Giuseppe	»	47,56	»
51. Conte Gaetano	»	45,25	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 16 settembre 1952

Il Ministro ad interim: SPATARO

(4588)

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 2ª classe (grado IV) vacante nel comune di Trinitapoli (Foggia).

IL MINISTRO AD INTERIM PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 23 febbraio 1952, per il conferimento del posto di segretario capo di 2ª classe (grado IV) vacante nel comune di Trinitapoli (Foggia);

Visto il decreto Ministeriale 31 luglio 1952, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, nonchè il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario capo di 2ª classe, vacante nel comune di Trinitapoli (Foggia) nell'ordine appresso indicato:

Candidato		Punteggio	
1. Braccio Feliciano	punti	84,10	su 132
2. De Lorenzo Antonio	»	83,50	»
3. Sisti Vito	»	82,93	»
4. Napolitano Sebastiano	»	78,50	»
5. Cagnazzo Raffaele	»	78,33	»
6. Cavallina Egisto	»	78,18	»
7. Veronese Vittorio	»	77,33	»
8. Importuno Luigi	»	77 —	»
9. Lapone Giovanni	»	76 —	»
10. Zito dott. Francesco	»	75,70	»
11. Bonfini Umberto	»	75,56	»
12. Romeo Attilio	»	75,16	»
13 Galli dott. Pietro	»	74,04	»
14. Benincasa Francesco	»	73,30	»
15. Alestra dott. Giuseppe	»	72 —	»
16. Di Pietro dott. Alfio	»	71,27	»
17. Di Pietrantonio Saverio	»	70,68	»
18. Caggiani Filippo	»	70,51	»
19. Ruggieri dott. Angelantonio	»	69,95	»
20. Mastrangelo rag. Domenico	»	69,80	»
21. Di Conza dott. Beniamino	»	68,55	»
22. Ferrigni dott. Giovanni	»	68 —	»
23. Romano dott. Antonio	»	67,86	»
24. Milella dott. Michele	punti	67,72	su 132
25. Castellaneta dott. Francesco	»	66,72	»
26. Caimmi dott. Luigi	»	65,60	»
27. Fera Vincenzo	»	65,58	»
28. Fornaciari dott. Raoul	»	63,98	»
29. Graziani dott. Marcello	»	62,02	»
30. Greco Orlando	»	61,50	»
31. Rainone Francesco	»	60,46	»
32. D'Alimonte dott. Amedeo	»	60,22	»
33. La Sala Luigi	»	60 —	»
34. Gasponi Vittorio	»	59,10	»
35. Napolitano Aldo	»	57,58	»
36. Chiaramondia dott. Francesco	»	57,35	»
37. Guariglia dott. Francesco	»	55,60	»
38. Murolo Gaetano	»	54,16	»
39. Maroncelli dott. Giulio	»	53,64	»
40. Fedele dott. Antonino	»	53,50	»
41. Riselli Carlo	»	52,50	»
42. Tartarini Manlio	»	51,61	»
43. Musumeci Umberto	»	51 —	»
44. Gregorini Giuseppe	»	47,56	»
45. Conte Gaetano	»	45,25	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 settembre 1952

Il Ministro ad interim SPATARO

(4589)

Graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Trapani.

IL MINISTRO AD INTERIM PER L'INTERNO

Visto l'avviso di concorso in data 23 febbraio 1952, per il conferimento del posto di segretario generale di 2ª classe (grado II) vacante nel comune di Trapani;

Visto il decreto Ministeriale 31 luglio 1952, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice di detto concorso;

Vista la graduatoria di merito formata dalla Commissione stessa e riconosciuta la regolarità del procedimento del concorso;

Vista la legge 27 giugno 1942, n. 851, nonchè il regio decreto 21 marzo 1929, n. 371;

Decreta:

E' approvata la graduatoria dei candidati al concorso al posto di segretario generale di 2ª classe, vacante nel comune di Trapani, nell'ordine appresso indicato:

Candidato		Punteggio	
1. Raso dott. Nicolino	punti	91,33	su 132
2. Livi dott. Filiberto	»	85,59	»
3. Russo dott. Giovanni	»	80,44	»
4. L'Abbadessa dott. Giuseppe	»	79,47	»
5. D'Antino dott. Francesco	»	76,70	»
6. Massucco dott. Dante	»	76,68	»
7. De Camelis dott. Gaetano	»	76,26	»
8. Buccheri dott. Bruno	»	75,10	»
9. Roccella dott. Davide	»	74,12	»
10. Del Bene dott. Giovanni	»	74,09	»
11. Lanzara dott. Andrea	»	72,09	»
12. Novaga dott. Arvedo	»	71,16	»
13. Troccoli Bernardino	»	70,50	»
14. Zito dott. Ludovico	»	69,56	»
15. Accardo dott. Alessio	»	69,40	»
16. Mazzoni dott. Francesco	»	68,08	»
17. Calabro Vincenzo	»	67,50	»
18. Fabbri dott. Giulio	»	65,23	»
19. Vasta dott. Rosario	»	65 —	»
20. De Gaetano dott. Giuseppe	»	64,66	»
21. Alaimo dott. Vittorio	»	56,83	»
22. Cannata dott. Vincenzo	»	56,40	»
23. Vassallo dott. Nicolò	»	47,50	»
24. Alestra dott. Giuseppe	»	47 —	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 11 settembre 1952

Il Ministro ad interim: SPATARO

(4587)

PREFETTURA DI CUNEO

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cuneo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CUNEO

Visto il decreto prefettizio in data 8 marzo 1951, n. 9500, con il quale è stato indetto un pubblico concorso, per titoli ed esami, a diciassette posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cuneo al 30 novembre 1950;

Visto il successivo decreto n. 16887 del 9 maggio 1951, con il quale si è provveduto ad escludere dal concorso di cui trattasi la seconda condotta ostetrica di Savigliano, in conseguenza della unificazione, disposta dal Consiglio comunale di Savigliano, con deliberazione n. 39 del 20 aprile 1951, della suaccennata condotta con quella della frazione Levaldigi;

Visto il successivo decreto n. 9366 del 27 luglio 1951, con il quale si è provveduto ad escludere dal ripetuto concorso le condotte ostetriche di Roccabruna e Villar San Costanzo, in conseguenza della riunione in consorzio delle dette condotte con quelle del comune di Dronero;

Visto il decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 20426.2/7103 in data 12 gennaio 1952, con il quale è stata costituita la Commissione giudicatrice del concorso e successiva modifica apportata col decreto Commissariale n. 20426.2/7711 del 25 febbraio 1952;

Visti i verbali dei lavori e la graduatoria formulata dalla Commissione stessa e riscontratane la regolarità;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito delle candidate risultate idonee al concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cuneo al 30 novembre 1950:

N.	Nome		Punti
1.	Albo Teresa	punti	69,112
2.	Nebiolo Aurelia	»	68,437
3.	Musso Maria	»	68,275
4.	Merlati Anna Mària	»	66,537
5.	Osella Antonia.	»	65,050
6.	Ravinale Maria	»	64,600
7.	Calvagno Agnese	»	64,000
8.	Grimandi Ines	»	62,087
9.	Martini Maria	»	59,812
10.	Ossola Eugenia	»	58,850
11.	Cordero Maddalena	»	58,787
12.	Boetti Fiorina	»	58,025
13.	Salvaj Emma	»	57,625
14.	Movo Luigia	»	57,575
15.	Avena Palmira	»	57,500
16.	Giaccone Anna.	»	56,937
17.	Lanzardo Teresa (1)	»	56,375
18.	Toselli Loris	»	56,375
19.	Conte Giovanna	»	55,950
20.	Levrone Domenica	»	55,875
21.	Franza Maria	»	55,500
22.	Viglianco Rita	»	54,625
23.	Marengo Caterina	»	54,587
24.	Barile Giovanna	»	54,450
25.	Guandalini Ugalda	»	54,375
26.	Quasso Maria	»	54.125
27.	Minghirillo Teresa	»	53,825
28.	Riolfi Isolda	»	53,375
29.	Caraglio Maddalena	»	52,875
30.	Schiatti Zefferina	»	52,525
31.	Avalle Enrica	»	52,000
32.	Negri Elsa	»	51,562
33.	Penna Rosa	»	51,500
34.	Ciniglio Maura	»	51,475
35.	Salomone Lucia	»	51,375
36.	Deserti Angiolina (1)	»	51,125
37.	Gavarrino Piera (1)	»	51,125
38.	Nandinotti Maria Teresa	»	51,125
39.	Corrado Annetta	»	51.000
40.	Margiaria Anna	»	50,750
41.	Delcorso Maria Teresa	»	50,625
42.	Moro Alessandrina	»	50.600
43.	Sappino Maria	»	50,500
44.	Mossino Teresa	punti	50,400
45.	Jacobone Laura	»	50,370
46.	Chitelotti Viarda	»	50,225
47.	Bormida Ida	»	50,125
48.	Mussa Clara	»	50,100
49.	Testa Felicita (2)	»	50,000
50.	Guglielmino Maria	»	50,000
51.	Fissolo Felicita	»	49,875
52.	Aimo Liliana	»	49,775
53.	Ferrari Ernestina	»	49,750
54.	Averame Alda	»	49,675
55.	Pastura Ernestina	»	49,625
56.	Pistone Maria	»	49,325
57.	Bruno Caterina (1)	»	49,125
58.	Barbero Letizia (2)	»	49,125
59.	Parodi Lorenzina	»	49,125
60.	Filippi Giovanna	»	48,875
61.	Fenoglio Domenica	»	48,750
62.	Dedominicis M. Teresa	»	48,725
63.	Audisio Giuseppina	»	48,450
64.	Giovannini Natalina	»	48,350
65.	Parola Vincenza	»	48,250
66.	Pavanini Edmea	»	48,125
67.	Licitra Emilia	»	47,925
68.	Parola Margherita	»	47,875
69.	Parusso Eugenia	»	47,225
70.	Ambrogio Maria Teresa	»	47,000
71.	Galliano Maria	»	46,625
72.	Errani Angelina	»	46,200
73.	Garbin Maria	»	45,475
74.	Montaldo Giuseppina	»	45,125
75.	Cani Marinca	»	44,750
76.	Menani Dirce	»	44,300
77.	Ferrari Angela	»	44,250
78.	Neistro Maria	»	44,075
79.	De Valle Maria (2)	»	44,000
80.	Core Matilde	»	44,000
81.	Cucciano Irene	»	43,625
82.	Calosso Elsa	»	43,125
83.	Mulassano Francesca	»	43,000
84.	Biglio Margherita (1)	»	42,625
85.	Alasia Giovanna	»	42,625
86.	Cuzzolin Caterina	»	42,300

(1) Regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, art. 1, n. 11.

(2) Regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, art. 1, ultimo capoverso.

Ai sensi dell'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e verrà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Cuneo, addì 23 agosto 1952

Il prefetto: JOANNIN

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CUNEO

Visto il proprio decreto odierno di pari numero, col quale è stata approvata la graduatoria delle concorrenti risultate idonee al concorso per i posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cuneo al 30 novembre 1950;

Visti gli articoli 36 e 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e gli articoli 4, 24 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Viste le domande delle concorrenti dichiarate idonee e l'indicazione in ordine di preferenza, delle sedi alle quali aspirano;

Considerato che le ostetriche Cordero Maddalena e Avena Palmira, classificate rispettivamente all'11° e 15° posto della graduatoria di merito, nella domanda di ammissione al concorso hanno chiesto di essere assegnate a sedi indicate da altre concorrenti che le precedono nella graduatoria medesima, e che, pertanto, le suddette ostetriche, allo stato degli atti, non hanno diritto ad alcuna assegnazione;

Ritenuto che, in conseguenza di quanto sopra, l'ostetrica Giaccone Anna, classificata al 16° posto della graduatoria acquista il diritto all'assegnazione di una condotta;

Decreta:

Le seguenti ostetriche sono dichiarate vincitrici del concorso ai quattordici posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cuneo al 30 novembre 1950 per le sedi a fianco di ciascuna di esse indicata:

1) Albo Teresa: condotta comunale Sant'Albano Stura;
2) Nebiolo Aurelia: condotta comunale Envie;
3) Musso Maria: condotta comunale Santo Stefano Belbo;
4) Merlati Anna Maria: condotta comunale Bagnasco;
5) Osella Antonia: condotta comunale Ceresole d'Alba;
6) Ravinale Maria: condotta comunale Casalgrasso;
7) Galvagno Agnese: condotta comunale Villanova Solaro;
8) Grimandi Ines: condotta comunale Pocapaglia;
9) Martini Maria: condotta consorziale Niella Belbo-San Benedetto Belbo;
10) Ossola Eugenia: condotta consorziale Bossolasco-Somano;
11) Boetti Fiorina: condotta consorziale Frabosa Soprana-Frabosa Sottana;
12) Salvay Emma: condotta consorziale Trezzo Tinella-Neviglie;
13) Novo Luigia: condotta comunale Priola;
14) Giaccone Anna: condotta consorziale Sambuco-Pietraporzio-Argentera.

Il presente decreto, a norma dell'art. 23 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* e nel Foglio annunzi legali della Provincia e verrà pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

I sindaci dei Comuni e le Amministrazioni dei consorzi interessati, scaduto il sopraindicato termine di pubblicazione, provvederanno subito alla nomina delle ostetriche designate.

Cuneo, addì 23 agosto 1952

Il prefetto: JOANNIN

(4559)

PREFETTURA DI CAGLIARI

Graduatoria generale del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Cagliari al 30 novembre 1950.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAGLIARI

Visto il proprio decreto n. 54006 del 27 marzo 1951, con il quale veniva bandito pubblico concorso per titoli ed esami a diciotto posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Cagliari al 30 novembre 1950;

Visti i verbali della Commissione giudicatrice del concorso, costituita con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica n. 20417.2/12239 del 29 novembre 1951;

Vista la graduatoria di merito formulata dalla Commissione giudicatrice;

Riconosciuta la regolarità delle operazioni;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei concorrenti risultati idonei nel concorso di cui in premessa:

1.	Concas Orlando	punti 55,404	su 100
2.	Natalini Ottavio	» 54,793	»
3.	Bianco Giovanni Matteo	» 54,366	»
4.	Diana Agostino	» 54,160	»
5.	Masala Mario	» 53,745	»
6.	Triglia Enrico	» 53,405	»
7.	Steri Dante	» 52,875	»
8.	Serra Filippo	» 52,851	»
9.	Maineli Dino	» 52,778	»
10.	Saccu Ernesto	» 52,730	»
11.	Cancedda Zenobio	» 52,368	»
12.	Pirino Arcadio	» 51,872	»
13.	Farina Luigi	» 51,682	»
14.	Fadda Antonio Baingio	» 51,192	»
15.	Ponti Sebastiano	» 50,951	»
16.	Meloni Sergio Marco	» 50,276	»
17.	Onnis Gustovo	punti 50,256	su 100
18.	Sanna Francesco	» 50,002	»
19.	Mura Salvatore	» 49,978	»
20.	Demuro Albino	» 49,892	»
21.	Sanna Mario	» 49,555	»
22.	Atzeni Giovannino	» 49,416	»
23.	Cuccuru Antonio	» 49,304	»
24.	Cattari Saverio	» 49,134	»
25.	Bottasi Giuseppe	» 48,956	»
26.	Fanzio Bruno	» 48,895	»
27.	Matta Luigi	» 48,621	»
28.	Sotgiu Giovanni Gerolamo	» 48,407	»
29.	Satta Attilio	» 48,400	»
30.	Cuneo Carlo	» 48,318	»
31.	Cosseddu Ignazio	» 47,970	»
32.	Carboni Giuseppe	» 47,753	»
33.	Rosati Fulvio	» 47,484	»
34.	Cotza Fulvio	» 47,466	»
35.	Pascarella Antonio	» 47,206	»
36.	Beccu Pietro	» 46,829	»
37.	Angeli Paolo	» 46,709	»
38.	De China Teodoro	» 46,666	»
39.	Ceccarelli Gisberto	» 46,370	»
40.	Atzeni Giuseppe	» 46,363	»
41.	Manca Antonio	» 46,336	»
42.	Santini Pio	» 46,264	»
43.	Fraghi Peppino	» 46,125	»
44.	Greselin Antonio	» 46,114	»
45.	Marchi Giovanni Paolo	» 46,102	»
46.	Guiso Giuseppe	» 46,060	»
47.	Perella Rafaello	» 46,045	»
48.	Iannucci Mario	» 45,958	»
49.	Meloni Giovanni Raimondo	» 45,946	»
50.	Di Renzo Luigi	» 45,575	»
51.	Delitala Giovanni	» 45,375	»
52.	Crotta Aurelio	» 45,371	»
53.	Mele Giovanni	» 45,117	»
54.	Natale Otello	» 44,859	»
55.	Mura Edoardo	» 44,601	»
56.	Corrias Augusto	» 44,570	»
57.	Banchini Otello	» 44,325	»
58.	Flore Sebastiano	» 44,143	»
59.	Porcheri Pietro	» 44,001	»
60.	Vacca Quintino	» 43,973	»
61.	Sulis Agostino	» 42,693	»
62.	Madera Giuseppe	» 42,625	»
63.	Ciocia Alessandro	» 42,586	»
64.	Marras Francesco	» 42,503	»
65.	Serra Egidio	» 42,166	»
66.	Murgia Enrico	» 41,966	»
67.	Scaduto Diego	» 41,960	»
68.	Satta Giacomo	» 41,196	»
69.	Venturelli Mario	» 41,051	»
70.	Ganau Antonio	» 40,958	»
71.	Licheri Francesco	» 40,875	»
72.	Salis Raimondo	» 40,572	»
73.	Gadani Giovanni	» 39,946	»
74.	Aru Giovanni	» 39,385	»
75.	Borsellino Vincenzo	» 39,166	»
76.	Mastrodicasa Angelo	» 38,781	»
77.	Di Pietro Modestino	» 37,462	»
78.	Amato Renato	» 37,108	»
79.	Montanaro Antonio, nato nel 1924	» 36,666	»
80.	Mureddu Francesco, nato nel 1926	» 36,666	»
81.	Lintas Giovanni	» 36,156	»

Il presente decreto verrà pubblicato a termini di legge nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali del Bollettino Ufficiale della Regione Autonoma della Sardegna e, per *otto giorni* consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Cagliari, addì 11 settembre 1952

Il prefetto: SOLIMENA

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAGLIARI

Visto il proprio decreto di pari data n. 64008, con il quale è stata approvata la graduatoria dei candidati al pubblico concorso bandito con decreto 27 marzo 1951, n. 54006, per titoli ed esami a diciotto posti di veterinario condotto vacanti alla data del 30 novembre 1950;

Visto l'ordine di preferenza delle condotte indicate dai concorrenti nella domanda di partecipazione al concorso;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375, che riforma la legge 21 agosto 1921, n. 1312, concernente l'assunzione obbligatoria a lavoro degli invalidi di guerra;

Vista la nota n. 7879 del comune di Cagliari che riferisce circa la vacanza dei posti nei ruoli dei veterinari condotti da ricoprire con invalidi di guerra ai sensi della legge sopra citata;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, e gli articoli 55 e 56 del regolamento approvato con regio decreto 11 maggio 1935, n. 281;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso di cui alle premesse per la sede a fianco di ciascuno indicata:

1) Concas dott. Orlando: San Gavino Monreale (consorzio);
2) Natalini dott. Ottavio: Assemini (consorzio);
3) Bianco dott. Giovanni Matteo. Ghilarza (consorzio);
4) Diana dott. Agostino: Terralba (consorzio);
5) Masala dott. Mario: Mogoro (consorzio);
6) Triglia dott. Enrico: Santadi (consorzio);
7) Steri dott. Dante: Tuili (consorzio);
8) Mameli dott. Dino: Sardara (consorzio);
9) Saccu dott. Ernesto. San Vero Milis (consorzio);
10) Cancedda dott. Zenobio: Senis (consorzio);
11) Pirino dott. Arcadio. Sedilo (consorzio);
12) Farina dott. Luigi Villaspeciosa (consorzio);
13) Fadda dott. Antonio Baingio: San Vito Sardo (consorzio);
14) Ponti dott. Sebastiano: Solarussa (consorzio);
15) Meloni dott. Sergio Marco: Marrubiu;
16) Onnis dott. Gustavo San Nicolò Gerrei (consorzio);
17) Sanna dott. Francesco: Gonnesa (consorzio);
18) Porcheri dott. Pietro, invalido di guerra: Cagliari, 2ª condotta (consorzio).

Il presente decreto verrà pubblicato a termini di legge nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali del Bollettino ufficiale della Regione autonoma della Sardegna e, per otto giorni consecutivi, nell'albo pretorio di questa Prefettura e dei Comuni interessati.

Cagliari, addì 11 settembre 1952

Il prefetto: SOLIMENA

(4570)

PREFETTURA DI FIRENZE

Varianti alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Firenze

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 37970 in data 8 luglio 1952, con il quale il dott. Carlo Seghi veniva dichiarato vincitore della condotta medica di Barberino Val d'Elsa (capoluogo);

Visto il telegramma del sindaco del comune di Barberino Val d'Elsa del 23 agosto 1952, con il quale viene fatto presente che il precitato dott. Seghi Carlo ha comunicato di rinunciare alla nomina di cui sopra;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che il dott. Masti Bruno fu Giuseppe, 13° classificato, ha chiesto la condotta di Barberino Val d'Elsa (capoluogo);

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 37970 dell'8 luglio 1952, il dott. Masti Bruno fu Giuseppe, residente a Barberino Val d'Elsa è dichiarato vincitore della condotta medica di Barberino Val d'Elsa (capoluogo).

Il sindaco di Barberino Val d'Elsa è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 27 agosto 1952

Il prefetto: GARGIULO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 37970 in data 8 luglio 1952, con il quale il dott. Renzo Wiechman veniva dichiarato vincitore della condotta medica di Montepiano di Vernio;

Vista la lettera del comune di Vernio n. 4443 del 9 agosto 1952, con la quale viene fatto presente che il precitato sanitario, malgrado diffidato, non si è presentato in servizio nei termini fissatigli dal Comune e deve, pertanto, ritenersi rinunciatario alla condotta medica sopra citata;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che il dott. Puggelli Amelio fu Alfonso, 22° classificato, ha chiesto la condotta di Montepiano di Vernio;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 37970 dell'8 luglio 1952, il dott. Puggelli Amelio fu Alfonso, residente a Prato, via IV Novembre n. 34, è dichiarato vincitore della condotta medica di Montepiano di Vernio.

Il sindaco di Vernio è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 5 settembre 1952

p. *Il prefetto*: ACCATINO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 37970-San. dell'8 luglio 1952, con il quale il dott. Ridi Umberto veniva dichiarato vincitore della condotta medica di Panzano di Greve;

Visto il telegramma in data 2 corrente del sindaco del comune di Greve, con il quale veniva fatto presente che il precitato dott. Umberto Ridi, malgrado avvertito con lettera raccomandata, non ha preso servizio entro il termine fissato e deve, pertanto, ritenersi rinunciatario;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che il dott. Piero Niccoli di Renato, 17° classificato, ha chiesto la condotta di Greve-Panzano;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto n. 37970-San. dell'8 luglio 1952 il dott. Piero Niccoli di Renato, domiciliato a Gaiole in Chianti, è dichiarato vincitore della condotta medica di Greve-Panzano.

Il sindaco del comune di Greve in Chianti è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 5 settembre 1952

p. *Il prefetto*: ACCATINO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 37970 in data 8 luglio 1952, con il quale il dott. Masti Bruno veniva nominato titolare della condotta medica di Borgo San Lorenzo;

Considerato che il precitato dott. Masti, con dichiarazione che trovasi allegata agli atti di ufficio, ha, in data 2 corrente mese, rinunciato alla condotta in parola;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dagli interessati;

Atteso che il dott. Maiorino Adducchio, 14° classificato, ha chiesto la condotta di Borgo San Lorenzo;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 37970 dell'8 luglio 1952, il dott. Maiorino Adducchio Angelo, domiciliato a Firenze, piazza della Repubblica n. 5, è dichiarato vincitore della condotta medica di Borgo San Lorenzo (capoluogo).

Il sindaco del comune di Borgo San Lorenzo è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 5 settembre 1952

p. *Il prefetto*: ACCATINO

(4569)

PREFETTURA DI FIRENZE

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Firenze

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI FIRENZE

Visto il decreto n. 37998 dell'8 luglio 1952, con il quale l'ostetrica Sabbietti Wanda vedova Nardi veniva dichiarata vincitrice della condotta ostetrica di San Mauro di Signa;

Vista la deliberazione n. 202 del 20 agosto 1952, con la quale il Comune citato dichiarava dimissionaria la predetta ostetrica, perchè, malgrado siano trascorsi oltre 15 giorni dalla comunicazione dell'avvenuta nomina, fatta a mezzo di raccomandata r.r., non si è presentata in servizio;

Vista la graduatoria del concorso e le domande presentate dalle interessate;

Atteso che l'ostetrica Drigani Renata, 16ª in graduatoria, ha chiesto la condotta di San Mauro di Signa;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto prefettizio n. 37988 dell'8 luglio 1952, l'ostetrica Drigani Renata nei Gandolfi, domiciliata a Firenze, piazza D'Azeglio n. 18, è dichiarata vincitrice della condotta di San Mauro di Signa.

Il sindaco del comune di Signa è incaricato dell'esecuzione del presente decreto.

Firenze, addì 5 settembre 1952

p. *Il prefetto*: ACCATINO

(4561)

PREFETTURA DI CAMPOBASSO

Variante alla graduatoria del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Campobasso

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CAMPOBASSO

Visti i propri decreti n. 20727, in data 16 giugno 1952 e n. 20728 in data 17 giugno 1952, con i quali è stato provveduto all'approvazione della graduatoria delle candidate risultate idonee al concorso a posti di ostetrica condotta vacanti in Provincia al 30 novembre 1950 ed all'assegnazione delle sedi alle candidate risultate vincitrici del concorso medesimo;

Visto che la ostetrica Manfio Silvana, vincitrice della condotta di Scapoli ha rinunziato a tale sede;

Ritenuta la necessità di procedere all'assegnazione di altra titolare alla suddetta condotta tenuto presente l'ordine delle preferenze indicate a suo tempo dalle concorrenti interessate;

Visto l'art. 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

L'ostetrica Accorsi Ebe è assegnata alla condotta di Scapoli in qualità di titolare.

Il sindaco del Comune interessato è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio di questa Prefettura ed in quello dei Comuni interessati.

Campobasso, addì 12 settembre 1952

Il prefetto: LA SELVA

(4615)

PREFETTURA DI AREZZO

Variante alla graduatoria del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Arezzo

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI AREZZO

Veduto il proprio precedente decreto n. 15028 del 27 giugno 1952, modificato con il successivo decreto n. 16223 del 13 agosto 1952, con il quale sono stati dichiarati i vincitori del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Arezzo alla data del 30 novembre 1948, bandito con decreto prefettizio n. 6481 del 22 febbraio 1949;

Considerato che, a seguito della rinuncia dell'assegnatario, si è resa vacante la condotta medica di Monte Savino (2ª capoluogo);

Tenuto conto dell'ordine di graduatoria dei concorrenti idonei e delle dichiarazioni di preferenza delle sedi da essi indicate nella domanda di ammissione al concorso;

Veduti gli articoli 56 e 26 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

A parziale modifica del decreto in narrativa, il dott. Riccardo Ventura è dichiarato vincitore della condotta medica di Monte Savino (2ª capoluogo).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo della Prefettura e del Comune interessato.

Arezzo, addì 17 settembre 1952

Il prefetto: FRANCI

(4614)

PREFETTURA DI ALESSANDRIA

Variante alla graduatoria del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Alessandria

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ALESSANDRIA

Visto il decreto prefettizio n. 23653/3-San. in data 23 maggio 1952, col quale fu approvata la graduatoria dei candidati risultati idonei al concorso per le condotte veterinarie vacanti in provincia di Alessandria alla data del 30 novembre 1949;

Visto il decreto n. 23654 del 23 maggio 1952, col quale furono dichiarati i vincitori delle sedi poste a concorso;

Viste le rinuncie presentate da alcuni candidati;

Viste le domande dei candidati che seguono in graduatoria, e l'ordine di preferenza delle sedi in esse indicate;

Ritenuta la necessità di procedere ad altra dichiarazione di vincitore per la condotta veterinaria consorziale di Capriata d'Orba;

Decreta:

Per i motivi suesposti, a parziale modifica del decreto prefettizio n. 23654/3-San. del 23 maggio 1952, è dichiarato vincitore della condotta veterinaria consorziale di Capriata d'Orba-Francavilla Bisio-Silvano d'Orba-Castelletto d'Orba, il dott. Luigi Dettoni.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, agli albi pretori della prefettura di Alessandria e dei Comuni viciniori.

Alessandria, addì 8 settembre 1952

p. *Il prefetto*: MOLLO

(4572)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.